



Communiqué de presse, le 29 février 2024

Coupes budgétaires : 18 acteurs de l'insertion sociale et professionnelle alertent le Gouvernement sur l'impact auprès des personnes vulnérables.

Dans un contexte de restriction budgétaire globale, le ministère de l'Economie a annoncé, dans un décret datant du 21 février, que les crédits dédiés au travail et à l'emploi seraient amputés de 1,1 milliard d'euros. Ces coupes auront un impact direct et durablement néfaste sur l'insertion sociale et professionnelle de milliers de personnes éloignées de l'emploi. 18 acteurs associatifs et de l'Economie Sociale et Solidaire, engagés auprès de ces publics sur l'ensemble du territoire, appellent le Gouvernement à ce que les crédits promis soient maintenus et sanctuarisés.

La déconstruction d'un écosystème vertueux

Il y a cinq ans, le gouvernement a lancé le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) : une démarche ambitieuse pour l'insertion sociale et professionnelle des plus fragiles. Ainsi, l'Etat a posé les bases d'un écosystème vertueux, rassemblant le Service Public de l'Emploi (SPE), les acteurs associatifs et de l'ESS et des entreprises partenaires.

Pour concrétiser l'ambition gouvernementale, des centaines de dispositifs ont été créés. Plus de 500 professionnels ont été recrutés et formés. Le succès de ces actions est incontestable : 25 000 personnes ont bénéficié de ces dispositifs et ont été remobilisées avec un taux de retour effectif à l'emploi de 70%.

Le gouvernement a lui-même reconnu ce succès et promis les crédits nécessaires à la poursuite des actions initiées. En décembre 2023, la place des acteurs associatifs et de l'ESS a d'ailleurs été inscrite dans la loi « pour le plein emploi ».

Une approche sur le temps long indispensable

Les personnes les plus éloignées de l'emploi sont très souvent invisibles des services publics. Pour les remobiliser et les raccrocher au droit commun, il faut non seulement aller au-devant d'elles, mais également leur proposer un accompagnement global. Cela comprend une aide face aux problématiques qui empêchent leur insertion professionnelle durable, telles que la mobilité, le logement, l'accès aux soins ou la garde d'enfants. Il s'agit également de restaurer leur confiance : en elles bien sûr, mais également dans les institutions. Ce travail au long cours, mené par les acteurs associatifs et de l'ESS, est essentiel à leur stabilisation puis leur insertion.

Une remise en cause dramatique pour les personnes et les équipes

La suspension ou la réduction des crédits promis met des centaines de dispositifs en risque d'arrêt brutal. Sans accompagnement, les personnes vulnérables se retrouveront à nouveau en dehors des radars. Les démarches « d'aller-vers » les personnes qui n'ont pas encore été repérées seront stoppées. Et pour celles en accompagnement, cela pourra créer de nouvelles ruptures dans des parcours personnels déjà difficiles. Par ailleurs, ces restrictions financières vont précariser les équipes salariées, pleinement engagées auprès de ces personnes depuis cinq ans maintenant.

Nous en sommes convaincus : investir dans l'insertion sociale et professionnelle, c'est garantir des gains futurs pour la société. Les personnes accèdent à l'emploi et au logement, contribuent aux cotisations sociales, s'impliquent au sein de la collectivité. Casser cette dynamique créerait une perte nette pour l'Etat bien supérieure aux crédits en jeu.

CONTACTS PRESSE:

Anne Lambert de Cursay, responsable des relations medias, Apprentis d'Auteuil - Anne.lambert-de-cursay@apprentis-auteuil.org - 07 61 29 58 70

Solène Dalban, responsable relations medias et influence, réseau Entourage - Solene@entourage.social

Meriem Bour, responsable communication, each One - meriem.bour@eachone.co